



La présente annexe décrit les caractéristiques techniques environnementales exigées pour chacun des 89 articles écologiques du catalogue interne (lesquels figurent dans des cellules avec fond vert dans l'Annexe V.1 - bordereau de soumission financier).

TABLE DES MATIERES

APPEL D’OFFRES N° OIB/2019/OP/0006.....	1
1. AMENAGEMENT DE BUREAU	1
2. PAPIER & BLOC DE BUREAU & CAHIER	5
3. CLASSEMENT & ARCHIVAGE.....	15
4. CONFERENCE&COMMUNICATION	20
5. ECRITURE&CORRECTION	22
6. EXPEDITION&EMBALLAGE.....	28
7. MACHINES DE BUREAU	31
8. ACCESSOIRES DE BUREAU	31
9. ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE	31
10. PETITES FOURNITURES DE BUREAU.....	31
11. HYGIENE.....	34

1. AMÉNAGEMENT DE BUREAU

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales les quatre articles du catalogue interne suivants :

1. Set de 10 portes-revues en carton pour archivage de documents
Dimensions: L \pm 36 x H \pm 31 x dos \pm 8 cm
2. Pot à crayons de haute gamme avec séparation pour maintenir les objets droits
En polypropylène recyclé
Dimensions: l \pm 9 x L \pm 12 x H \pm 11 cm
3. Bac à courrier bleu en plastique recyclé, superposable (verticalement ou en escalier)
Permet de ranger des documents jusqu'au format A4+ (24 x 32 cm)
Avec un porte-étiquette
4. Bac à courrier noir en plastique recyclé, superposable (verticalement ou en escalier)
Permet de ranger des documents jusqu'au format A4+ (24 x 32 cm)
Avec un porte-étiquette

1.1. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LE SET DE 10 PORTE-REVUES EN CARTON POUR ARCHIVAGE DE DOCUMENTS

Le carton sera constitué de:

- 100 % de fibres cellulosiques recyclées, dont au moins 65 % de fibres recyclées après consommation;

Ou

- 100% de fibres provenant de forêts exploitées de manière légale avec un minimum de 70 % provenant de forêts exploitées durablement.

1.1.1. PREUVES DE CONFORMITE

1° Fibres recyclées et fibres post-consumer

La preuve relative à la teneur totale en fibres recyclées et à la teneur en fibres post-consumer est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label "certifié PEFC¹ et recyclé" si celui mentionne que le pourcentage de matière première recyclée s'élève à 100 %. Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %;
- soit le label "FSC² Recycled 100 %". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %.

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond aux exigences techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

¹ PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification - Programme pour la reconnaissance des systèmes de certificats forestiers). Voir <https://www.pefc.org>

² FSC (Forest Stewardship Council - Conseil de bonne gestion forestière). Voir <https://ic.fsc.org/en>

Ce **dossier ou ce rapport** doit établir tant la teneur totale en fibres recyclées que la teneur en fibres post-consumer.

Par **organisme reconnu**, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2° Fibres vierges provenant de sources légales

La preuve de la légalité des sources de fibres est apportée par un des moyens suivants :

- pour les fibres provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une autorisation FLEGT³ telle que définie par le Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, précisant la source des fibres:
- la certification FSC, précisant la source des fibres;
- la certification PEFC précisant la source des fibres;
- pour les fibres provenant de l'Union européenne, un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre dont les fibres sont originaires, ou d'un organisme reconnu, attestant de la légalité de la source des fibres.

3° Fibres vierges provenant de forêts gérées durablement

La preuve relative à la teneur en fibres vierges provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants:

- la certification FSC;
- la certification PEFC;
- une certification équivalente réalisée par un organisme indépendant appliquant l'ensemble des critères internationaux visés par l'une ou l'autre des deux certifications précitées et garantissant que le bois est issu de forêts gérées de manière durable.

Les soumissionnaires joignent obligatoirement à leur offre la preuve de la certification et, en cas de certification autre que FSC ou PEFC, tous les documents et attestations établissant le respect des critères minima de certification.

Les fibres vierges doivent obligatoirement être couvertes par des certifications en cours de validité, délivrés par une tierce partie dans le cadre d'un système de certification indépendant (FSC, PEFC ou équivalent) et démontrant la conformité de la chaîne de contrôle et la gestion durable des forêts.

³ Le plan d'action FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade - Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux) a été adopté par l'UE en 2003. Pour de plus amples informations, voir: <http://ec.europa.eu/environment/forests/flegt.htm>

1.2. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LE POT A CRAYON DE HAUTE GAMME, LE BAC A COURRIER BLEU EN PLASTIQUE RECYCLE ET LE BAC A COURRIER NOIR EN PLASTIQUE RECYCLE

1.2.1. 1^{ère} EXIGENCE : COMPOSANTS PROHIBES

Les ingrédients suivants sont prohibés et leur utilisation doit être exclue :

- Les composés de cadmium;
- Le chlorure de polyvinyle (PVC);
- Les déchets plastiques contenant des retardeurs de feu, tels que les polybromobiphényles (PBB) et les polybromodiphényléthers (PBDE);
- Le polyuréthane propulsé par des produits de propulsion organiques partiellement ou complètement halogénés;
- Les déchets de processus ainsi que les produits défectueux retournés.

1.2.2. 2^{ème} EXIGENCE : POURCENTAGE DE MATERIAUX RECYCLES

Le pourcentage de matériaux recyclés dans les produits finis proposés représentera au moins 80% du plastique utilisé.

1.2.3. 3^{ème} EXIGENCE : SUBSTANCES CHIMIQUES

- Les substances suivantes ne peuvent être ajoutées aux plastiques recyclés :
 - Les substances figurant dans la liste de l'Annexe I de la Directive 67/548/CEE¹ et classées "très toxique" (T+), "toxique" (T) ou "nocif pour l'environnement" et/ou qui, aux termes des Annexes III et IV de la Directive 67/548/CEE¹ doivent être marquées des phrases de risque suivantes (La signification des phrases de risque est reprise aux Annexes) :
 - H350
 - H340
 - H372, H373
 - H360D, H360FD, H360Df
 - H361d, H360Fd
 - H371, H341
 - Les substances classées cancérogènes selon la Catégorie CE Carc.Cat.1, Carc.Cat.2 ou Carc.Cat.3 ou mutagènes selon la Catégorie CE Mut.Cat.1, Mut.Cat.2 ou Mut.Cat.3 ou reprotoxiques selon la Catégorie CE Repr.Cat.1, Repr.Cat. 2 ou Repr.Cat.3.
 - Ou celles qui, selon les connaissances scientifiques, doivent être classées dans une des catégories mentionnées ci-dessus, soit comme cancérogènes, tératogènes ou mutagène ou qui possèdent des propriétés sensibilisantes ou préjudiciables à terme ou qui, en soi ou de par leurs impuretés ou leurs produits de décomposition, sont à même de constituer un risque considérable ou un inconvénient considérable pour le public :
 - Les impuretés ou les substances susmentionnées en rapport avec la production ne peuvent dépasser 0,01% du poids dans l'additif.
 - Toutefois, les substances cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques seront limitées au minimum, en fonction des progrès technologiques les plus récents.
 - Le pigment "noir de carbone" : étant donné que, d'un point de vue technologique, il ne peut être remplacé par aucun autre pigment à court ou moyen terme, le noir de carbone peut être présent dans les plastiques recyclés. Ce règlement sera d'application jusqu'à ce que les granulés plastiques aient fait l'objet d'une évaluation ou d'une classification de la Commission de l'UE qui l'interdise.
- En outre, les substances qui sont reprises dans la liste de l'Annexe I de la Directive 67/548/CEE⁽¹⁾ et qui sont classées comme nécessitant au moins une indication de danger selon la Section 4, Ordonnance sur les substances dangereuses, ne peuvent entrer dans les

produits finis que jusqu'à la moitié de ces seuils de concentrations ($\leq 50\%$) dans le produit fini qui, selon la Directive 1999/45/CE⁽²⁾ donne lieu à une des classifications suivantes :

- Classé nocif et portant le symbole Xn avec l'indication de danger "Nocif";
- Classé irritant et portant le symbole Xi avec l'indication de danger "Irritant".

1.2.4. 4^{ème} EXIGENCE : MARQUAGE DU PLASTIQUE

Le plastique devra être marqué conformément à la norme ISO 11469.

1.2.5. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité à tous les critères susmentionnés aux points 1.2.1 à 1.2.4 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "Der blaue Engel": Products made from recycled pastics, RAL-UZ 30a

b) En l'absence de label :

Si un produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées aux points 1.2.1 à 1.2.4 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées aux points 1.2.1 à 1.2.4 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2. PAPIER & BLOC DE BUREAU & CAHIER

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales les treize articles du catalogue interne suivants :

1. Bloc mémo 76X76mm Couleur jaune
2. Bloc mémo 76X127mm Couleur jaune
3. Bloc mémo 38X51mm Couleur jaune
4. Bloc-notes agrafé avec couverture - format A4 ou A4+ - 100 pages microperforées et quadrillées (5X5mm) - papier 60-70gr/m²
5. Bloc-notes agrafé avec couverture - format A4 ou A4+ - 100 pages microperforées et lignées - papier 60-70gr/m²
6. Bloc-notes agrafé avec couverture - format A5 ou A5+ - 100 pages microperforées et quadrillées (4X4mm ou 5X5mm) - papier 60-70gr/m²
7. Bloc-notes agrafé avec couverture - format A5 ou A5+ - 100 pages microperforées et lignées - papier 60-70gr/m²
8. Bloc- notes 25-40 feuilles lignées – papier 60-70gr/m² - couverture de couleur bleue
9. Carnet toilé relié quadrillé - 5X5mm - ±145X±220mm - ±100 feuilles 60-80gr/m²
10. Papier A4 75g/m² composé de fibres recyclées et de fibres vierges provenant de sources légales
Convient pour les impressions grand volume pour imprimante laser
Convient également aux imprimantes à jet d'encre
11. Papier A3 75g/m² composé de fibres recyclées et de fibres vierges provenant de sources légales
Convient pour les impressions grand volume pour imprimante laser
Convient également aux imprimantes à jet d'encre
12. Papier A4 160g/m² pour applications bureautiques multi-fonctions, blancheur ± 170 CIE
13. Papier A4 100g/m² pour imprimantes laser et photocopieur couleur, blancheur ± 170CIE

2.1. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LE BLOC MEMO 76X76 COULEUR JAUNE, LE BLOC MEMO 76X127 COULEUR JAUNE, LE BLOC MEMO 38X51 COULEUR JAUNE, LE BLOC-NOTES 25-40 FEUILLES LIGNEES, LE PAPIER A4 160 g/m² POUR APPLICATIONS BUREAUTIQUES MULTIFONCTIONS ET LE PAPIER A4 100g/m² POUR IMPRIMANTES LASER MULTIFONCTIONS

2.1.1. EXIGENCE : ORIGINE DES FIBRES

Sont seuls acceptés:

- Soit du papier composé de 100 % de fibres cellulosiques recyclées, dont au moins 65 % de fibres recyclées après consommation;
- Soit du papier composé de 100% de fibres provenant de forêts exploitées de manière légale avec un minimum de 70 % provenant de forêts exploitées durablement.

- Soit du papier composé d'un mélange de fibres recyclées et de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement. La somme des fibres recyclées post-consumer et des fibres provenant de forêts gérées durablement atteint au moins 70 %. L'ensemble des fibres vierges provient de sources légales.

2.1.2. PREUVES DE CONFORMITE : ORIGINE DES FIBRES

1° Fibres recyclées et fibres post-consumer

La preuve relative à la teneur totale en fibres recyclées et à la teneur en fibres post-consumer est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label "certifié PEFC et recyclé" si celui mentionne que le pourcentage de matière première recyclée s'élève à 100 %. Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %;
- soit le label "FSC Recycled 100 %". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %.
- soit le label écologique "Blue Angel " : Product requirements, Recycled paper RAL-UZ14. Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %;
- soit le label "FSC Recycled 100 %". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %.

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond aux exigences techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce **dossier ou ce rapport** doit établir tant la teneur totale en fibres recyclées que la teneur en fibres post-consumer.

Par **organisme reconnu**, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2° Fibres vierges provenant de sources légales

La preuve de la légalité des sources de fibres est apportée par un des moyens suivants :

- pour les fibres provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une autorisation FLEGT telle que définie par le Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, précisant la source des fibres:
- l'Ecolabel européen précisant la source des fibres ;
- l'Ecolabel Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document, précisant la source des fibres;
- la certification FSC, précisant la source des fibres;
- la certification PEFC précisant la source des fibres;
- pour les fibres provenant de l'Union européenne, un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre dont les fibres sont originaires, ou d'un organisme reconnu, attestant de la légalité de la source des fibres.

3° Fibres vierges provenant de forêts gérées durablement

La preuve relative à la teneur en fibres vierges provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants:

- la certification FSC;
- la certification PEFC;
- une certification équivalente réalisée par un organisme indépendant appliquant l'ensemble des critères internationaux visés par l'une ou l'autre des deux certifications précitées et garantissant que le bois est issu de forêts gérées de manière durable.

Les soumissionnaires joignent obligatoirement à leur offre la preuve de la certification et, en cas de certification autre que FSC ou PEFC, tous les documents et attestations établissant le respect des critères minima de certification.

Les fibres vierges doivent obligatoirement être couvertes par des certifications en cours de validité, délivrés par une tierce partie dans le cadre d'un système de certification indépendant (FSC, PEFC ou équivalent) et démontrant la conformité de la chaîne de contrôle et la gestion durable des forêts.

4° En cas de papier composé de fibres recyclées et de fibres vierges

La preuve de la légalité des sources de fibres vierges est apportée conformément au point 3° susmentionné.

La preuve de la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label "certifié PEFC et recyclé". Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée PEFC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale de ces fibres est réputée atteindre 70 %;
- soit le label "FSC Mixed". Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée FSC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale de ces fibres est réputée atteindre 70 %.

b) en l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou ce rapport doit établir la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2.2. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LES BLOC-NOTES AGRAFES AVEC COUVERTURE – FORMAT A4 ou A4+, A5 ou 5+, 100 FEUILLES QUADRILLEES ET LIGNEES ET LE CARNET TOILE RELIE QUADRILLE 5X5MM

2.2.1. EXIGENCE : ORIGINE DES FIBRES

Sont seuls acceptés:

- Soit du papier composé de 75 % de fibres cellulosiques recyclées, dont au moins 65 % de fibres recyclées après consommation;
- Soit du papier composé de 100% de fibres provenant de forêts exploitées de manière légale avec un minimum de 50 % provenant de forêts exploitées durablement.

2.2.2. PREUVES DE CONFORMITE : ORIGINE DES FIBRES

1° Fibres recyclées et fibres post-consumer

La preuve relative à la teneur totale en fibres recyclées et à la teneur en fibres post-consumer est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label PEFC
- soit le label FSC

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond aux exigences techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce **dossier ou ce rapport** doit établir tant la teneur totale en fibres recyclées que la teneur en fibres post-consumer.

Par **organisme reconnu**, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2° Fibres vierges provenant de sources légales

La preuve de la légalité des sources de fibres est apportée par un des moyens suivants :

- pour les fibres provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une autorisation FLEGT telle que définie par le Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, précisant la source des fibres:
- la certification FSC, précisant la source des fibres;
- la certification PEFC précisant la source des fibres;
- pour les fibres provenant de l'Union européenne, un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre dont les fibres sont originaires, ou d'un organisme reconnu, attestant de la légalité de la source des fibres.

3° Fibres vierges provenant de forêts gérées durablement

La preuve relative à la teneur en fibres vierges provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants:

- la certification FSC;
- la certification PEFC;
- une certification équivalente réalisée par un organisme indépendant appliquant l'ensemble des critères internationaux visés par l'une ou l'autre des deux certifications précitées et garantissant que le bois est issu de forêts gérées de manière durable.

Les soumissionnaires joignent obligatoirement à leur offre la preuve de la certification et, en cas de certification autre que FSC ou PEFC, tous les documents et attestations établissant le respect des critères minima de certification.

Les fibres vierges doivent obligatoirement être couvertes par des certifications en cours de validité, délivrés par une tierce partie dans le cadre d'un système de certification indépendant (FSC, PEFC ou équivalent) et démontrant la conformité de la chaîne de contrôle et la gestion durable des forêts.

2.3. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LE PAPIER A4&A3

2.3.1. 1ère EXIGENCE : MATIERES PREMIERES

Sont seuls acceptés :

- soit du papier composé de 100 % de fibres recyclées, avec au minimum 65 % de fibres post-consumer;
- soit du papier composé de 100 % de fibres vierges provenant de sources légales. Dans ce cas, le pourcentage de fibres provenant de forêts gérées durablement représente au moins 70 % des fibres;
- soit du papier composé d'un mélange de fibres recyclées et de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement. La somme des fibres recyclées post-consumer et des fibres provenant de forêts gérées durablement atteint au moins 70 %. L'ensemble des fibres vierges provient de sources légales.

2.3.2. 2ème EXIGENCE : PROCEDE DE BLANCHIMENT

Seuls sont acceptés :

- soit du papier produit à partir de pâte qui n'a pas été blanchie;
- soit du papier produit à partir de pâte qui a subi un procédé de blanchiment ECF (elementary chlorine free) ou TCF (totally chlorine free).

2.3.3. 3ème EXIGENCE : SUBSTANCES CHIMIQUES

Le papier doit avoir été fabriqué sans adjonction d'azurants optiques auxquels est ou peut être attribué au moment de l'application l'une des phrases de risque (éventuellement en combinaison) suivantes : R50, R51, R52 et R53.

Le papier doit être exempt de polymères synthétiques, colles, enduits ou colorants classés comme cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction au sens de la Directive 67/548/CEE.

2.3.4. 4ème EXIGENCE : EMBALLAGES

Au moins 80 % des fibres des emballages se composent de fibres recyclées "post-consumer" et/ou de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement.

Le PVC (polychlorure de vinyle) et le PVDC (polychlorure de vinylidène) ne sont pas acceptés dans les emballages.

Le papier et le carton d'emballages sont produits à partir de pâte qui n'a pas été blanchie ou à partir de pâte qui a subi un procédé de blanchiment ECF ou TCF.

2.3.5. PREUVES DE CONFORMITE

2.3.5.1. Origine des Fibres

1° Fibres recyclées et fibres post-consumer

La preuve relative à la teneur totale en fibres recyclées et à la teneur en fibres post-consumer est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label écologique "Blue Angel⁴". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %;
- soit le label "certifié PEFC⁵ et recyclé" si celui mentionne que le pourcentage de matière première recyclée s'élève à 100 %. Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %;
- soit le label "FSC⁶ Recycled 100 %". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %.

b) En l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou ce rapport doit établir tant la teneur totale en fibres recyclées que la teneur en fibres post-consumer.

Par organismes reconnus, on entend les laboratoires d'essai, de calibrage, les organismes d'inspection et de certification reconnus conformes aux normes européennes leur applicables. Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2° Fibres vierges provenant de sources légales

La preuve de la légalité des sources de fibres vierges est apportée par un des moyens suivants :

- pour les fibres provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une autorisation FLEGT telle que définie par le Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT

⁴ Voir: <http://www.blauer-engel.de/index.htm>

⁵ PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification - Programme pour la reconnaissance des systèmes de certificats forestiers). Voir <http://www.pefc.org/internet/html>

⁶ FSC (Forest Stewardship Council - Conseil de bonne gestion forestière). Voir <http://www.fsc.org/en>

relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, précisant la source des fibres:

- l'Ecolabel européen précisant la source des fibres;
- l'Ecolabel Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document, précisant la source des fibres;
- la certification FSC, précisant la source des fibres;
- la certification PEFC précisant la source des fibres;
- pour les fibres provenant de l'Union européenne, un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre dont les fibres sont originaires, ou d'un organisme reconnu, attestant de la légalité de la source des fibres. La preuve de la légalité des sources de fibres vierges est apportée conformément au point 3° susmentionné.

3° Fibres vierges provenant de forêts gérées durablement

La preuve relative à la teneur en fibres vierges provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants :

- la certification FSC;
- la certification PEFC;
- l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique;
- une certification équivalente réalisée par un organisme indépendant appliquant l'ensemble des critères internationaux visés par l'une ou l'autre des deux certifications précitées et garantissant que le bois est issu de forêts gérées de manière durable.

Les soumissionnaires joignent obligatoirement à leur offre la preuve de la certification et, en cas de certification autre que FSC ou PEFC, tous les documents et attestations établissant le respect des critères minima de certification.

4° En cas de papier composé de fibres recyclées et de fibres vierges

La preuve de la légalité des sources de fibres vierges est apportée conformément au point 3° susmentionné.

La preuve de la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label "certifié PEFC et recyclé". Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée PEFC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale de ces fibres est réputée atteindre 70 %;
- soit le label "FSC Mixed". Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée FSC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale de ces fibres est réputée atteindre 70 %.

b) en l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une

forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou ce rapport doit établir la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement.

Par organismes reconnus, on entend les laboratoires d'essai, de calibrage, les organismes d'inspection et de certification reconnus conformes aux normes européennes leur applicables. Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2.3.5.2. Procédé de blanchiment

La preuve que la pâte ayant servi à la fabrication du papier n'a pas été blanchie ou a été blanchie par un procédé ECF ou TCF est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

- soit l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique (2002/741/CE);
- soit le Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;
- soit l'Environmental Label German "Blue Angel" : Product requirements, Recycled paper RAL-UZ14.

Les soumissionnaires joignent obligatoirement à leur offre la preuve de la labellisation du produit qu'ils proposent;

b) en l'absence de label :

Si un produit répond à cette spécification technique sans porter un des labels, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu. Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2.3.5.3. Absence d'azurants optiques nocifs pour l'environnement, de polymères synthétiques, colles, enduits ou colorants classés comme cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction au sens de la Directive 67/548/CEE.

La preuve de l'absence de substances énumérées ci-avant est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

- soit l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique (2002/741/CE);
- soit le Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;
- soit l'Environmental Label German "Blue Angel" : Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14.

Les soumissionnaires joignent à leur offre la preuve de la labellisation du produit qu'ils proposent;

b) en l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu. Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres. Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

3. CLASSEMENT & ARCHIVAGE

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales les trente-quatre articles du catalogue interne suivants :

1. Classeur à levier – Dos de 80mm
2. Classeur à levier – Dos de 45 ou 50mm
3. Petits intercalaires rectangulaires en carton $\pm 190\text{gr}$ - Couleur bleue
4. Petits intercalaires rectangulaires en carton $\pm 190\text{gr}$ - Couleur jaune
5. Petits intercalaires rectangulaires en carton $\pm 190\text{gr}$ - Couleur rose
6. Petits intercalaires rectangulaires en carton $\pm 190\text{gr}$ - Couleur verte
7. Intercalaires numériques en carton 31 touches 11 trous
8. Intercalaires numériques en carton 12 touches 11 trous
9. Intercalaires numériques en carton 10 touches 11 trous
10. Farde en carton kraft $\geq 250\text{gr/m}^2$ pourvu d'un mécanisme clip – Couleur rouge
11. Farde en carton kraft $\geq 250\text{gr/m}^2$ pourvu d'un mécanisme clip – Couleur bleue
12. Farde en carton kraft $\geq 250\text{gr/m}^2$ pourvu d'un mécanisme clip – Couleur grise
13. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur verte
14. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur bleue
15. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur rouge
16. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur jaune
17. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur noire
18. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur rose
19. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur chamoisée
20. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur violette
21. Chemise à 3 rabats avec élastique en carton $\pm 400\text{gr}$ – Couleur orange
22. Pochette coin en papier format 22X31cm avec fenêtre 18X10cm avec impression de lignes – couleur bleue
23. Pochette coin en papier format 22X31cm avec fenêtre 18X10cm avec impression de lignes – couleur rouge
24. Pochette coin en papier format 22X31cm avec fenêtre 18X10cm avec impression de lignes – couleur blanche

- 25. Pochette coin en papier format 22X31cm avec fenêtre 18X10cm avec impression de lignes – couleur verte
- 26. Pochette coin en papier format 22X31cm avec fenêtre 18X10cm avec impression de lignes – couleur jaune
- 27. Pochette coin en papier format 22X31cm avec fenêtre 18X10cm avec impression de lignes – couleur rose
- 28. Pochette coin en papier format 22X31cm avec fenêtre 18X10cm avec impression de lignes – couleur chamoisée
- 29. Paquet de 100 intercalaires trapèze en carton \pm 180gr – Couleur jaune
- 30. Paquet de 100 intercalaires trapèze en carton \pm 180gr – Couleur bleue
- 31. Paquet de 100 intercalaires trapèze en carton \pm 180gr – Couleur rouge
- 32. Paquet de 100 intercalaires trapèze en carton \pm 180gr – Couleur verte
- 33. Boîte de déménagement
- 34. Boîte d'archives à monter pour format A4

3.1. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LES CLASSEURS A LEVIERS DOS 80mm et DOS 45 ou 50mm

3.1.1. 1ère EXIGENCE : MATERIAUX

Le pourcentage de matériaux recyclés après consommation dans le papier et le carton usagés est supérieur à 90 %.

3.1.2. 2^{ème} EXIGENCE : MATERIAUX POUR LA COUVERTURE

Les matériaux suivants sont autorisés pour la couverture

- le carton et le papier
- la polyoléfine, le PET et le polystyrène

Pour les classeurs dont la couverture est composée à plus de 50 % de plastique, 10 % de ce plastique doit provenir de matériaux recyclés après consommation.

3.1.3. 3^{ème} EXIGENCE : MATERIAUX POUR LES AUTRES ELEMENTS

Les matériaux sont composés de 90 % de matériaux recyclés après consommation (excepté le mécanisme de fermeture).

Le papier ou le carton des classeurs contient au moins 65 % de fibres récupérées des sortes de papier de récupération de qualité inférieure, moyenne, kraft ou spéciale (cat. 1, 2, 4 ou 5 sauf pour les sortes individuelles 4.01 et 4.07 conformément à la Liste européenne de sortes standard de papier et de carton de récupération (EN643)).

3.1.4. 3^{ème} EXIGENCE : EMBALLAGE

Aucun emballage de vente n'est autorisé.

3.1.5. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité à tous les critères susmentionnés aux points 3.1.1 à 3.1.4 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "Der blaue Engel": Products made from recycled plastics, RAL-UZ 30a et/ou Product requirements, Recycled paper RAL-UZ14 et/ou Product requirements, Recycled cardboard RAL UZ 56

Soit l'écolabel européen

Soit le label "Österreichisches Umweltzeichen"

b) En l'absence de label :

Si un produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées aux points 3.1.1 à 3.1.4 sans porter un des labels précités, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à un de ces labels ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées aux points 3.1.1 à 3.1.4 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

3.2. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LES INTERCALAIRES RECTANGULAIRES ET TRAPEZE EN CARTON, LES POCHETTES COIN EN PAPIER AVEC FENÊTRE, LES INTERCALAIRES NUMERIQUES, LES FARDES EN CARTON KRAFT, LES CHEMISES A 3 RABATS AVEC ELASTIQUE EN CARTON, LES ROULEAUX DE CARTON ONDULE, LES BOITES DE DEMENAGEMENT ET LES BOÎTES D'ARCHIVES A MONTER POUR FORMAT A4.

3.2.1. EXIGENCE : ORIGINE DES FIBRES

Sont seuls acceptés:

- Soit du carton composé de 75 % de fibres cellulosiques recyclées, dont au moins 65 % de fibres recyclées après consommation;
- Soit du carton composé de 100% de fibres provenant de forêts exploitées de manière légale avec un minimum de 50 % provenant de forêts exploitées durablement.

2.2.2. PREUVES DE CONFORMITE : ORIGINE DES FIBRES

1° Fibres recyclées et fibres post-consumer

La preuve relative à la teneur totale en fibres recyclées et à la teneur en fibres post-consumer est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label PEFC
- Soit le label "Der blaue Engel": Product requirements, Recycled carboard RAL UZ 56
- Soit le label Nordic Swan : Nordic Ecolabelling;
- soit le label FSC

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond aux exigences techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce **dossier ou ce rapport** doit établir tant la teneur totale en fibres recyclées que la teneur en fibres post-consumer.

Par **organisme reconnu**, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2° Fibres vierges provenant de sources légales

La preuve de la légalité des sources de fibres est apportée par un des moyens suivants :

- pour les fibres provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une autorisation FLEGT telle que définie par le Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, précisant la source des fibres:
- la certification FSC, précisant la source des fibres;
- la certification PEFC précisant la source des fibres;
- pour les fibres provenant de l'Union européenne, un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre dont les fibres sont originaires, ou d'un organisme reconnu, attestant de la légalité de la source des fibres.

3° Fibres vierges provenant de forêts gérées durablement

La preuve relative à la teneur en fibres vierges provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants:

- la certification FSC;
- la certification PEFC;
- une certification équivalente réalisée par un organisme indépendant appliquant l'ensemble des critères internationaux visés par l'une ou l'autre des deux certifications précitées et garantissant que le bois est issu de forêts gérées de manière durable.

Les soumissionnaires joignent obligatoirement à leur offre la preuve de la certification et, en cas de certification autre que FSC ou PEFC, tous les documents et attestations établissant le respect des critères minima de certification.

Les fibres vierges doivent obligatoirement être couvertes par des certifications en cours de validité, délivrés par une tierce partie dans le cadre d'un système de certification indépendant (FSC, PEFC ou équivalent) et démontrant la conformité de la chaîne de contrôle et la gestion durable des forêts.

4. CONFERENCE&COMMUNICATION

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales les deux articles du catalogue interne suivants :

1. Tableau blanc magnétique 90X120cm
2. Tableau blanc magnétique 100X150cm

4.1. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES

4.1.1. 1ère EXIGENCE : MATERIAUX SAINS

Tous les constituants du produit proposé doivent être connus (grâce à leur numéro CAS) et ne doivent comporter aucun produit chimique de la " liste des substances extrêmement préoccupantes" (REACH) au-delà des seuils autorisés.

Les matériaux utilisés dans le produit proposé sont définis comme des nutriments biologiques ou techniques.

Au moins 95% du produit en poids a été évalué.

4.1.2. 2ème EXIGENCE : REUTILISATION DES MATERIAUX

Le produit proposé a été conçu et fabriqué selon son cycle biologique ou technique et le taux de réutilisation des matériaux est supérieur à 50%.

4.1.3. 3ème EXIGENCE : ENERGIE RENOUVELABLE & GESTION CARBONE

La quantité d'énergie utilisée ainsi que les émissions sur site associées à l'étape finale de fabrication ou d'assemblage du produit proposé ont été quantifiées.

Pour l'étape finale de fabrication ou d'assemblage du produit proposé, 5% de l'électricité achetée doit être d'origine renouvelable ou compensée par des projets liés aux énergies renouvelables, et 5% des émissions sur site doivent être compensés.

4.1.4. 4ème EXIGENCE : GESTION DE L'EAU

Les problèmes liés à l'eau spécifique à l'activité de fabrication du produit proposé et aux contextes locaux sont caractérisés (par exemple : un fabricant déterminera si des écosystèmes sensibles sont en péril à cause de la proximité de son site de fabrication).

Un audit de la gestion de l'eau sur le site de fabrication du produit proposé a été mené.

4.1.5. 5ème EXIGENCE : RESPONSABILITE SOCIETALE

Un audit interne sociétal complet a été réalisé par le fabricant du produit proposé et une stratégie visant à un impact positif a été mise en place en se basant sur les outils mis à disposition, par exemple, par le Pacte Mondial des Nations Unies ou la certification B-Corp.

4.1.6. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité à tous les critères susmentionnés aux points 4.1.1 à 4.1.5 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

- a) un label :

Soit le label "Cradle to Cradle (C2C)"

b) En l'absence de label :

Si un produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées aux points 4.1.1 à 4.1.5 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées aux points 4.1.1 à 4.1.5 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

5. ECRITURE&CORRECTION

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales les vingt-un articles du catalogue interne suivants :

1. Roller à encre gel rétractable – encre bleue
2. Roller à encre gel rétractable – encre noire
3. Roller à encre gel rétractable – encre rouge
4. Stylo bille – encre bleue
5. Recharge pour stylo bille – encre bleue
6. Stylo bille – encre noire
7. Recharge pour stylo bille – encre noire
8. Stylo bille – encre rouge
9. Recharge pour stylo bille – encre rouge
10. Porte-mines 0,5mm
11. Surligneur – couleur jaune
12. Recharge pour surligneur – couleur jaune
13. Surligneur – couleur rose
14. Recharge pour surligneur – couleur rose
15. Surligneur – couleur bleue
16. Recharge pour surligneur – couleur bleue
17. Surligneur – couleur verte
18. Recharge pour surligneur – couleur verte
19. Roller de correction rétractable et rechargeable
20. Gomme
21. Crayon graphite

5.1. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LES ROLLERS A ENCRE GEL RETRACTABLE, LE ROLLER DE CORRECTION ET LE PORTE-MINE

5.1.1. EXIGENCE : MATERIAUX

Les produits proposés contiennent au minimum 70% de plastique recyclé résultant de la transformation des déchets de consommation ou de déchets de la production industrielle.

5.1.2. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité au critère susmentionné au point 5.1.1 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label:

Soit le label "Begreen"

b) En l'absence de label :

Si un produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées au point 5.1.1 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à cette exigence doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées au point 5.1.1 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

5.2. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LES STYLOS-BILLE ET SES RECHARGES

5.2.1. 1^{ère} EXIGENCE : ENCRE

L'encre ne requiert pas une classification irritante, allergénique, oxydante, hautement inflammable ou inflammable conformément aux règlements harmonisés de l'UE sur les dangers pour l'environnement.

Sont exemptes de ces exigences de classification :

1. L'encre classifiée irritante avec les phrases de risque H319, H335 et H315 ou une combinaison d'entre elles.

Les ingrédients de l'encre ne sont pas classifiés cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (cf. CMR1 & 2).

L'encre ne doit pas requérir une classification très toxique, toxique, nocive pour la santé, corrosive, cancérogène, nocive pour le système reproducteur ou génétiquement nocive, explosive, extrêmement inflammable conformément aux règlements harmonisés de l'UE (cf. annexe).

Sont exemptes de cette obligation de classification les encres qui se conservent longtemps et peuvent être classifiées comme nocives pour la santé en cas d'ingestion (H302).

5.2.2. 2^{ème} EXIGENCE : CONTENANCE DE LA RECHARGE

La recharge devra être de contenance équivalente ou supérieure au premier contenant.

5.2.3. 3^{ème} EXIGENCE : INFORMATION DU CARACTERE RECHARGEABLE

Une mention sur le produit indiquera que le stylo-bille est rechargeable. Cette mention est disponible au moins sur l'emballage primaire.

5.2.4. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité aux critères susmentionnés aux points 5.2.1 à 5.2.3 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "NF Environnement"

b) En l'absence de label :

Si un produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées aux points 5.2.1 à 5.2.3 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à cette exigence doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées aux points 5.2.1 à 5.2.3 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

5.3. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LES SURLIGNEURS ET SES RECHARGES

5.3.1. 1^{ère} EXIGENCE : ENCRE

L'encre ne requiert pas une classification irritante, allergénique, oxydante, hautement inflammable ou inflammable conformément aux règlements harmonisés de l'UE sur les dangers pour l'environnement.

Sont exemptes de ces exigences de classification :

1. L'encre classifiée irritante avec les phrases de risque H319, H335 et H315 ou une combinaison d'entre elles.

Les ingrédients de l'encre ne sont pas classifiés cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (cf. CMR1 & 2).

L'encre ne doit pas requérir une classification très toxique, toxique, nocive pour la santé, corrosive, cancérigène, nocive pour le système reproducteur ou génétiquement nocive, explosive, extrêmement inflammable conformément aux règlements harmonisés de l'UE (cf. annexe).

Sont exemptes de cette obligation de classification les encres qui se conservent longtemps et peuvent être classifiées comme nocives pour la santé en cas d'ingestion (H302).

5.3.2. 2^{ème} EXIGENCE : MATERIAUX

Un minimum de 35 % du poids doit être en matériaux renouvelables ou recyclables.

5.3.3. 3^{ème} EXIGENCE : CONTENANCE DE LA RECHARGE

La recharge devra être de contenance équivalente ou supérieure au premier contenant.

5.3.4. 4^{ème} EXIGENCE : INFORMATION DU CARACTERE RECHARGEABLE

Une mention sur le produit indiquera que le stylo-bille est rechargeable. Cette mention est disponible au moins sur l'emballage primaire.

5.3.5. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité aux critères susmentionnés aux points 5.3.1 à 5.3.4 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "Cygne nordique"

b) En l'absence de label :

Si un produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées aux points 5.3.1 à 5.3.4 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à cette exigence doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées aux points 5.3.1 à 5.3.4 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

5.4. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LA GOMME

5.4.1. 1^{ère} EXIGENCE : MATIERES PREMIERES

Les gommes doivent être en caoutchouc naturel ou synthétique ou à base de matières d'origine renouvelable.

5.4.2. 2^{ème} EXIGENCE : PARFUMS DANS LES GOMMES

Les gommes ne devront pas contenir de parfums.

5.4.3. 4^{ème} EXIGENCE : FOURREAUX

Les fourreaux éventuels entourant les gommes devront être en matière d'origine renouvelable.

5.4.4. PREUVES DE CONFORMITE

Le fabricant de la gomme fournit une fiche technique de la gomme et de son éventuel fourreau ainsi qu'une déclaration sur l'honneur sur les éléments suivants:

- Matériaux constitutifs de la gomme;
- Absence de parfums;
- Le cas échéant, un fourreau en matière d'origine renouvelable.

5.5. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LE CRAYON GRAPHITE

5.5.1. 1^{ère} EXIGENCE : MATIERES PREMIERES AUTRES QUE LE BOIS

Les matériaux composant le corps du crayon (hors mine) devront être issus de matériaux d'origine 100% renouvelable ou à minima recyclée à 60%.

5.5.2. 2^{ème} EXIGENCE : MATIERES PREMIERES DU CORPS EN BOIS DES CRAYONS

Lorsque le crayon est à base de bois, le bois devra être issu de forêts gérées durablement.

5.5.3. 3^{ème} EXIGENCE : REVÊTEMENT DES CRAYONS EN BOIS

Si les crayons bénéficient d'un revêtement, celui-ci (peintures, vernis) devra utiliser des produits à base aqueuse.

Si le bois des crayons est traité par des conservateurs, les concentrations de ces conservateurs devront être inférieures aux valeurs limites présentées par la norme EN 71-9.

5.5.4. 4^{ème} EXIGENCE : TAILLABILITE

Le crayon proposé devra faire la preuve de son aptitude au taillage. Le but de ce test est de vérifier que la mine ne casse pas lorsque le crayon est taillé.

La vérification est effectuée sur 5 crayons minimum. Si le crayon est déjà taillé, l'on doit commencer le test après avoir cassé la partie émergente de la mine.

Le test (casse de la mine + taillage) est effectué trois fois consécutivement sur chaque produit.

Il est recommandé d'utiliser un taile-crayon "non usagé" pour effectuer le test. Un taill crayon usagé ou de très mauvaise qualité pourrait nuire à l'interprétation des résultats.

Le test est réalisé avec un matériel à lame, à définir par le fabricant.

5.5.5. 5^{ème} EXIGENCE : RESISTANCE DE LA MINE DU CRAYON A 45°

Le but de ce test de vérifier la résistance de la mine du crayon sous leffet de l'écriture dans une position proche de celle de l'utilisateur. Ce test permet de vérifier la bonne résistance de la mine ainsi que la bonne cohésion entre le bois et la mine (qualité et uniformité du collage).

Les crayons devront faire la preuve de leur résistance de mine à 45° selon le test de résistance de la mine à 45° décrit ci-dessous :

- le crayon est maintenu dans un étrier et positionné à 45° par rapport au support d'écriture;
- on applique une pression verticale perpendiculaire au support d'écriture et on note la force nécessaire pour casser la mine;
- cette force doit être supérieure à 10N sur l'ensemble des crayons testés.

Afin d'éviter que les forces de pression ne passent sur les supports de maintien du crayon, la pression devra être exercée au niveau de la mine.

5.5.6. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité aux critères susmentionnés aux points 5.5.1 à 5.5.5 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "NF Environnement"

b) En l'absence de label :

Si un produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées aux points 5.5.1 à 5.2.3 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à cette exigence doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées aux points 5.2.1 à 5.2.3 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

6. EXPEDITION&EMBALLAGE

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales les seize articles du catalogue interne suivants :

1. Etiquettes universelles en papier blanc - Dimensions : 105 x 48mm
2. Etiquettes universelles en papier blanc - Dimensions : 210 x 297 mm
3. Etiquettes universelles en papier blanc - Dimensions : 105 x 37 mm
4. Etiquettes universelles en papier blanc - Dimensions : 105 x 74 mm
5. Etiquettes universelles en papier blanc - Dimensions : 70 x 37 mm
6. Etiquettes universelles en papier blanc - Dimensions : 105 x 42 mm
7. Enveloppe standard 114X229mm - Sans fenêtre
8. Enveloppe standard 114X229mm - Avec fenêtre
9. Pochette 230x310mm, blanc
10. Pochette, 162x229mm, blanc
11. Pochette C4, 229x324mm, blanc
12. Enveloppe, 162x229mm, blanc
13. Pochette à bulle d'air kraft blanc - Format utile : 240 x 330 mm
14. Pochette à bulle d'air kraft blanc - Format utile : 270 x 360 mm
15. Pochette à bulle d'air kraft blanc - Format utile : 350 x 470 mm
16. Pochette à bulle d'air kraft blanc - Format utile : 180 x 260 mm

6.2. EXIGENCES TECHNIQUES ENVIRONNEMENTALES POUR LES ETIQUETTES UNIVERSELLES EN PAPIER BLANC, LES ENVELOPPES STANDARD 114X229, LES POCHETTES EN BLANC 230X310, 162X229, 229X324mm, L'ENVELOPPE EN BLANC 122X229mm ET LES POCHETTES A BULLES D'AIR

6.2.1. EXIGENCE : ORIGINE DES FIBRES

Sont seuls acceptés:

- Soit du papier composé de 100 % de fibres cellulosiques recyclées, dont au moins 65 % de fibres recyclées après consommation;
- Soit du papier composé de 100% de fibres provenant de forêts exploitées de manière légale avec un minimum de 70 % provenant de forêts exploitées durablement.
- Soit du papier composé d'un mélange de fibres recyclées et de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement. La somme des fibres recyclées post-consumer et des fibres

provenant de forêts gérées durablement atteint au moins 70 %. L'ensemble des fibres vierges provient de sources légales.

6.2.2. PREUVES DE CONFORMITE : ORIGINE DES FIBRES

1° Fibres recyclées et fibres post-consumer

La preuve relative à la teneur totale en fibres recyclées et à la teneur en fibres post-consumer est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label "certifié PEFC et recyclé" si celui mentionne que le pourcentage de matière première recyclée s'élève à 100 %. Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %;
- soit le label "FSC Recycled 100 %". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %.
- soit le label écologique "Blue Angel " : Product requirements, Recycled paper RAL-UZ14. Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %;
- soit le label "FSC Recycled 100 %". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 %.

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond aux exigences techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces exigences doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce **dossier ou ce rapport** doit établir tant la teneur totale en fibres recyclées que la teneur en fibres post-consumer.

Par **organisme reconnu**, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

2° Fibres vierges provenant de sources légales

La preuve de la légalité des sources de fibres est apportée par un des moyens suivants :

- pour les fibres provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une autorisation FLEGT telle que définie par le Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, précisant la source des fibres:
- l'Ecolabel européen précisant la source des fibres ;
- l'Ecolabel Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document, précisant la source des fibres;
- la certification FSC, précisant la source des fibres;
- la certification PEFC précisant la source des fibres;
- pour les fibres provenant de l'Union européenne, un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre dont les fibres sont originaires, ou d'un organisme reconnu, attestant de la légalité de la source des fibres.

3° Fibres vierges provenant de forêts gérées durablement

La preuve relative à la teneur en fibres vierges provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants:

- la certification FSC;
- la certification PEFC;
- une certification équivalente réalisée par un organisme indépendant appliquant l'ensemble des critères internationaux visés par l'une ou l'autre des deux certifications précitées et garantissant que le bois est issu de forêts gérées de manière durable.

Les soumissionnaires joignent obligatoirement à leur offre la preuve de la certification et, en cas de certification autre que FSC ou PEFC, tous les documents et attestations établissant le respect des critères minima de certification.

Les fibres vierges doivent obligatoirement être couvertes par des certifications en cours de validité, délivrés par une tierce partie dans le cadre d'un système de certification indépendant (FSC, PEFC ou équivalent) et démontrant la conformité de la chaîne de contrôle et la gestion durable des forêts.

4° En cas de papier composé de fibres recyclées et de fibres vierges

La preuve de la légalité des sources de fibres vierges est apportée conformément au point 3° susmentionné.

La preuve de la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

- soit le label "certifié PEFC et recyclé". Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée PEFC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale de ces fibres est réputée atteindre 70 %;
- soit le label "FSC Mixed". Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée FSC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale de ces fibres est réputée atteindre 70 %.

b) en l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou ce rapport doit établir la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

7. MACHINES DE BUREAU

Aucune exigence technique environnementale

8. ACCESSOIRES DE BUREAU

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales l'article du catalogue interne suivant : le repose-pied.

8.1. EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LE REPOSE-PIED

Le pourcentage de matériaux recyclés dans le produit fini proposé représentera au moins 80 % du plastique utilisé.

8.2. PREUVES DE CONFORMITE

La conformité au critère susmentionné au point 8.1 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "Der blaue Engel": Products made from recycled pastics, RAL-UZ 30a

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond à l'exigence technique mentionnée au point 8.1 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à cette exigence doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées au point 8.1 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

9. ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE

Aucune exigence technique environnementale

10. PETITES FOURNITURES DE BUREAU

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales l'article du catalogue interne suivant :

- 1) Agrafeuse de bureau - Agrafe jusqu'à 20 feuilles de papier (80g/m²)
- 2) Baton de colle liquide et sa recharge

10.1. EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR L'AGRAFEUSE DE BUREAU

Le pourcentage de matériaux recyclés dans les produits finis proposés représentera au moins 80 % du plastique utilisé.

10.2. 1^{ère} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LE BATON DE COLLE

- L'emballage de la colle est refermable et composé d'un minimum de 50 % en poids de matériaux recyclés.
- En cas d'utilisation de matières premières d'origine végétale, ces dernières ne sont pas produites à partir d'organismes génétiquement modifiés.

10.3. 2^{ème} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LE BATON DE COLLE

- La colle n'est pas classifiée nocive pour l'environnement, très toxique, toxique, nocive pour la santé, corrosive, irritante, allergénique, cancérigène, nocive pour le système de reproduction, mutagène, explosive, oxydante, extrêmement inflammable, hautement inflammable ou inflammable (conformément à la classification du règlement harmonisé au sein de l'UE : les directives de l'UE sur les substances et préparations dangereuses 67/548/CEE et 1999/45/CEE ainsi que leurs modifications).
- Les phrases de risque H334 (Peut provoquer des symptômes allergiques ou d'asthme ou des difficultés respiratoires par inhalation) et/ou H317 (Peut provoquer une allergie cutanée) ne s'appliquent pas à la colle (conformément à la directive 1999/45/CE).

10.4. PREUVES DE CONFORMITE POUR L'AGRAFEUSE DE BUREAU

La conformité au critère susmentionné au point 10.1 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "Der blaue Engel": Products made from recycled pastics, RAL-UZ 30a

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond à l'exigence technique mentionnée au point 10.1 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à cette exigence doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées au point 10.1 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

10.5. PREUVES DE CONFORMITE POUR LE BATON DE COLLE

La conformité aux critères susmentionnés aux points 10.2 à 10.3 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit le label "NF Environnement"

Soit le label "Österreichisches Umweltzeichen"

b) En l'absence de label :

Si le produit proposé répond aux exigences techniques mentionnées aux points 10.2 à 10.3 sans porter le label précité, la preuve de la conformité à cette exigence doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ce label ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées aux points 10.2 à 10.3 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

11. HYGIENE

Au sein de cette famille, sont visés par le respect de caractéristiques techniques environnementales l'article du catalogue interne suivant :

- 1) Liquide de vaisselle – 1 litre
- 2) Liquide de vaisselle concentré – 1 litre
- 3) Tablettes pour lave-vaisselle
- 4) Savon pour les mains avec système de pompe
- 5) Produit de nettoyage spray pour les vitres
- 6) Produit de rinçage pour une vaisselle sans traces

11.1. 1^{ère} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES LIQUIDES DE VAISSELLE

Le produit ne doit contenir aucune substance considérée comme extrêmement préoccupante et figurant sur la liste visée à l'article 59 du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH) dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit final. Cette liste de substances (la liste des substances candidates) est disponible à l'adresse suivante:

http://echa.europa.eu/chem_data/authorisation_process/candidate_list_table_en.asp

11.2. 2^{ème} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES LIQUIDES DE VAISSELLE

Aucun ingrédient (substance) ne peut excéder 0,01 % du poids du produit final s'il est concerné par une ou plusieurs mentions de danger ou des phrases de risque reprises dans le tableau ci-dessous conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 ou à la Directive 67/548/CEE. Ces critères ne s'appliquent pas aux biocides, qui sont traités séparément ci-dessous:

- EUH029, EUH031, EUH032 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);
- R29, R31, R32 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);
- H300, H301, H304, H310, H311, H330, H331, H370, H371, H372,
- H373 (toxiques, mortels ou risque d'effets graves pour les organes);
- R23, R24, R25, R26, R27, R28, R65, R39/23, R39/24, R39/25,
- R39/26, R39/27, R39/28, R48/20, R48/21, R48/22, R48/23, R48/24,
- R48/25, R68/20, R68/21, R68/22 (toxiques, très toxiques ou effets irréversibles);
- H317, H334 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- R42, R43 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- H340, H341 (mutagènes);
- R46, R68 (mutagènes);
- H350, H350i, H351 (cancérogènes);
- R40, R45, R49 (cancérogènes);
- H360D, H360 F, H360 FD, H360 Fd, H360Df, H361f, H361d, H361fd, H362 (toxiques pour la reproduction);
- R60, R61, R62, R63, R64 (toxiques pour la reproduction);
- EUH070 (toxique par contact oculaire);
- R39-41 (toxique par contact oculaire);
- H400, H410, H411, H412 (à l'exception des parfums), H413 (nocif pour les organismes aquatiques);
- R50, R50/53, R51/53, R52/53 (à l'exception des parfums), R53 (nocif pour les organismes aquatiques);
- EUH059 (dangereux pour la couche d'ozone);

- R59 (dangereux pour la couche d'ozone).

Les agents tensioactifs classés H400 ou R50 sont autorisés pour autant que leur concentration dans le produit soit inférieure à 25 %/M, M étant le facteur M fixé conformément au règlement (CE) n° 1272/2008.

11.3. 3ème EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES LIQUIDES DE VAISSELLE

Le produit ne doit pas contenir les ingrédients suivants (dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit, sauf indication contraire):

- du phosphore (limite: 0,02 g de la dose de produit recommandée par le fabricant pour un litre d'eau de lavage pour les produits de nettoyage qui sont dilués avant emploi ou 0,2 g pour 100 g de produit pour les nettoyeurs universels utilisés sans dilution);
- des biocides, sauf s'ils sont utilisés comme agents conservateurs;
- des biocides classés H410, R50/53, H411 ou R51/53 conformément à la directive 67/548/CE, à la directive 1999/45/CE ou au règlement (CE) n° 1272/2008, à moins qu'ils ne soient pas potentiellement bioaccumulables. Dans ce contexte, il est considéré qu'un biocide est potentiellement bioaccumulable si le log Pow (coefficient de partition octanol/eau) est supérieur ou égal à 3,0 (sauf si le FBC déterminé expérimentalement est inférieur ou égal à 100).

11.4. 4ème EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES LIQUIDES DE VAISSELLE

Le volume critique de dilution (VCDchronique) du produit ne doit pas dépasser les limites suivantes. Le VCDchronique doit être déterminé selon le système décrit dans l'écolabel européen pertinent (http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/index_en.htm).

Le VCDchronique de la dose recommandée pour préparer un litre d'eau de vaisselle destiné au nettoyage d'articles présentant un degré normal de salissure ne doit pas dépasser 3 800 litres.

11.5. PREUVES DE CONFORMITE POUR LES LIQUIDES DE VAISSELLE

11.5.1. La conformité au critère susmentionné au point 11.1 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) et d'une déclaration certifiant qu'aucune des substances ne figure sur la liste des substances candidates fournie.

11.5.2. La conformité au critère susmentionné au point 11.2 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final

doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) ainsi que de toute éventuelle mention de danger ou phrase de risque qui leur serait attribuée.

11.5.3. La conformité au critère susmentionné au point 11.3 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, le nom et la fonction de tous les biocides doivent être énumérés. Pour tous les biocides classés H410, R50/53, H411 ou R51/53, le log Pow ou le FBC doit être indiqué; de même, la teneur totale en phosphore élémentaire doit être indiquée (par unité fonctionnelle).

11.5.4. La conformité au critère susmentionné au point 11.4 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié tel un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées au point 11.4 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

11.6. 1^{ère} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES TABLETTES POUR LAVE-VAISSELLE ET LES PRODUITS DE RINCAGE POUR UNE VAISSELLE SANS TRACE

Le produit ne doit contenir aucune substance considérée comme extrêmement préoccupante et figurant sur la liste visée à l'article 59 du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH) dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit final. Cette liste de substances (la liste des substances candidates) est disponible à l'adresse suivante:

http://echa.europa.eu/chem_data/authorisation_process/candidate_list_table_en.asp

11.7. 2^{ème} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES TABLETTES POUR LAVE-VAISSELLE ET LES PRODUITS DE RINCAGE POUR UNE VAISSELLE SANS TRACE

Aucun ingrédient (substance) ne peut excéder 0,01 % du poids du produit final s'il est concerné par une ou plusieurs mentions de danger ou des phrases de risque reprises dans le tableau ci-dessous conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 ou à la Directive 67/548/CEE. Ces critères ne s'appliquent pas aux biocides, qui sont traités séparément ci-dessous:

- EUH029, EUH031, EUH032 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);

- R29, R31, R32 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);
- H300, H301, H304, H310, H311, H330, H331, H370, H371, H372,
- H373 (toxiques, mortels ou risque d'effets graves pour les organes);
- R23, R24, R25, R26, R27, R28, R65, R39/23, R39/24, R39/25,
- R39/26, R39/27, R39/28, R48/20, R48/21, R48/22, R48/23, R48/24,
- R48/25, R68/20, R68/21, R68/22 (toxiques, très toxiques ou effets irréversibles);
- H317, H334 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- R42, R43 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- H340, H341 (mutagènes);
- R46, R68 (mutagènes);
- H350, H350i, H351 (cancérigènes);
- R40, R45, R49 (cancérigènes);
- H360D, H360 F, H360 FD, H360 Fd, H360Df, H361f, H361d, H361fd, H362 (toxiques pour la reproduction);
- R60, R61, R62, R63, R64 (toxiques pour la reproduction);
- EUH070 (toxique par contact oculaire);
- R39-41 (toxique par contact oculaire);
- H400, H410, H411, H412 (à l'exception des parfums), H413 (nocif pour les organismes aquatiques);
- R50, R50/53, R51/53, R52/53 (à l'exception des parfums), R53 (nocif pour les organismes aquatiques);
- EUH059 (dangereux pour la couche d'ozone);
- R59 (dangereux pour la couche d'ozone).

Les agents tensioactifs classés H400 ou R50 sont autorisés pour autant que leur concentration dans le produit soit inférieure à 25 %/M, M étant le facteur M fixé conformément au règlement (CE) n° 1272/2008.

11.8. 3^{ème} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES TABLETTES POUR LAVE-VAISSELLE ET LES PRODUITS DE RINCAGE POUR UNE VAISSELLE SANS TRACE

Le produit ne doit pas contenir les ingrédients suivants (dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit, sauf indication contraire):

- des phosphates;
- des biocides, sauf s'ils sont utilisés comme agents conservateurs;
- des biocides classés H410, R50/53, H411, R51/53, H412 ou R52/53 conformément à la directive 67/548/CE, à la directive 1999/45/CE ou au règlement (CE) n° 1272/2008, à moins qu'ils ne soient pas potentiellement bioaccumulables. Dans ce contexte, il est considéré qu'un biocide est potentiellement bioaccumulable si le log Pow (coefficient de partition octanol/eau) est supérieur ou égal à 3,0 (sauf si le FBC déterminé expérimentalement est inférieur ou égal à 100).

11.9. 4^{ème} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES TABLETTES POUR LAVE-VAISSELLE ET LES PRODUITS DE RINCAGE POUR UNE VAISSELLE SANS TRACE

Le volume critique de dilution (VCDchronique) du produit ne doit pas dépasser les limites suivantes. Le VCDchronique doit être déterminé selon le système décrit dans l'écolabel européen pertinent (http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/index_en.htm).

- Pour les détergents pour lave-vaisselle à fonction unique, le VCDchronique ne doit pas dépasser 25.000 litres par lavage.
- Pour les détergents pour lave-vaisselle multifonctions, le VCDchronique ne doit pas dépasser 30.000 litres par lavage.
- Pour les produits de rinçage, le VCDchronique ne doit pas dépasser 10.000 litres par lavage.

**11.10. PREUVES DE CONFORMITE POUR LES TABLETTES POUR LAVE-VAISSELLE
ET LES PRODUITS DE RINCAGE POUR UNE VAISSELLE SANS TRACE**

11.10.1. La conformité au critère susmentionné au point 11.6 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) et d'une déclaration certifiant qu'aucune des substances ne figure sur la liste des substances candidates fournie.

11.10.2. La conformité au critère susmentionné au point 11.7 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) ainsi que de toute éventuelle mention de danger ou phrase de risque qui leur serait attribuée.

11.10.3. La conformité au critère susmentionné au point 11.8 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, le nom et la fonction de tous les biocides doivent être énumérés. Pour tous les biocides classés H410, R50/53, H411 ou R51/53, le log Pow ou le FBC doit être indiqué; de même, la teneur totale en phosphore élémentaire doit être indiquée (par unité fonctionnelle).

11.10.4. La conformité au critère susmentionné au point 11.9 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve approprié tel un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées au point 11.4 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

11.11. 1^{ère} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES SAVONS POUR LES MAINS AVEC SYSTEME DE POMPE

Le produit ne doit contenir aucune substance considérée comme extrêmement préoccupante et figurant sur la liste visée à l'article 59 du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH) dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit final. Cette liste de substances (la liste des substances candidates) est disponible à l'adresse suivante:

http://echa.europa.eu/chem_data/authorisation_process/candidate_list_table_en.asp

11.12. 2^{ème} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES SAVONS POUR LES MAINS AVEC SYSTEME DE POMPE

Aucun ingrédient (substance) ne peut excéder 0,01 % du poids du produit final s'il est concerné par une ou plusieurs mentions de danger ou des phrases de risque reprises dans le tableau ci-dessous conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 ou à la Directive 67/548/CEE. Ces critères ne s'appliquent pas aux biocides, qui sont traités séparément ci-dessous:

- EUH029, EUH031, EUH032 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);
- R29, R31, R32 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);
- H300, H301, H304, H310, H311, H330, H331, H370, H371, H372;
- H373 (toxiques, mortels ou risque d'effets graves pour les organes);
- R23, R24, R25, R26, R27, R28, R65, R39/23, R39/24, R39/25;
- R39/26, R39/27, R39/28, R48/20, R48/21, R48/22, R48/23, R48/24;
- R48/25, R68/20, R68/21, R68/22 (toxiques, très toxiques ou effets irréversibles);
- H317, H334 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- R42, R43 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- H340, H341 (mutagènes);
- R46, R68 (mutagènes);
- H350, H350i, H351 (cancérigènes);
- R40, R45, R49 (cancérigènes);
- H360D, H360 F, H360 FD, H360 Fd, H360Df, H361f, H361d, H361fd, H362 (toxiques pour la reproduction);
- R60, R61, R62, R63, R64 (toxiques pour la reproduction);
- EUH070 (toxique par contact oculaire);
- R39-41 (toxique par contact oculaire);
- H400, H410, H411, H412 (à l'exception des parfums), H413 (nocif pour les organismes aquatiques);
- R50, R50/53, R51/53, R52/53 (à l'exception des parfums), R53 (nocif pour les organismes aquatiques);
- EUH059 (dangereux pour la couche d'ozone);
- R59 (dangereux pour la couche d'ozone).

Les agents tensioactifs classés H400 ou R50 sont autorisés pour autant que leur concentration dans le produit soit inférieure à 25 %/M, M étant le facteur M fixé conformément au règlement (CE) n° 1272/2008.

11.13. 3ème EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES SAVONS POUR LES MAINS AVEC SYSTEME DE POMPE

Le produit ne doit pas contenir les ingrédients suivants (dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit, sauf indication contraire):

- du phosphore (limite: 0,02 g de la dose de produit recommandée par le fabricant pour un litre d'eau de lavage pour les produits de nettoyage qui sont dilués avant emploi ou 0,2 g pour 100 g de produit pour les nettoyeurs universels utilisés sans dilution);
- des biocides, sauf s'ils sont utilisés comme agents conservateurs;
- des biocides classés H410, R50/53, H411 ou R51/53 conformément à la directive 67/548/CE, à la directive 1999/45/CE ou au règlement (CE) n° 1272/2008, à moins qu'ils ne soient pas potentiellement bioaccumulables. Dans ce contexte, il est considéré qu'un biocide est potentiellement bioaccumulable si le log Pow (coefficient de partition octanol/eau) est supérieur ou égal à 3,0 (sauf si le FBC déterminé expérimentalement est inférieur ou égal à 100).

11.14. 4ème EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES SAVONS POUR LES MAINS AVEC SYSTEME DE POMPE

Le volume critique de dilution (VCDchronique) du produit ne doit pas dépasser les limites suivantes. Le VCDchronique doit être déterminé selon le système décrit dans l'écolabel européen pertinent (http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/index_en.htm).

- Pour les produits qui sont dilués dans l'eau avant emploi, le VCDchronique de la dose recommandée pour un litre d'eau de lavage ne doit pas dépasser 18 000 litres.
- Pour les produits qui sont utilisés sans dilution, le VCDchronique ne doit pas dépasser 52 000 litres par 100 g de produit.

11.15. PREUVES DE CONFORMITE POUR LES SAVONS POUR LES MAINS AVEC SYSTEME DE POMPE

11.15.1. La conformité au critère susmentionné au point 11.11 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) et d'une déclaration certifiant qu'aucune des substances ne figure sur la liste des substances candidates fournie.

11.15.2. La conformité au critère susmentionné au point 11.12 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final

doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) ainsi que de toute éventuelle mention de danger ou phrase de risque qui leur serait attribuée.

11.15.3. La conformité au critère susmentionné au point 11.13 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, le nom et la fonction de tous les biocides doivent être énumérés. Pour tous les biocides classés H410, R50/53, H411 ou R51/53, le log Pow ou le FBC doit être indiqué; de même, la teneur totale en phosphore élémentaire doit être indiquée (par unité fonctionnelle).

11.15.4. La conformité au critère susmentionné au point 11.14 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié tel un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées au point 9.4 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

11.16. 1^{ère} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES PRODUITS DE NETTOYAGE SPRAY POUR LES VITRES

Le produit ne doit contenir aucune substance considérée comme extrêmement préoccupante et figurant sur la liste visée à l'article 59 du règlement (CE) n° 1907/2006 (règlement REACH) dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit final. Cette liste de substances (la liste des substances candidates) est disponible à l'adresse suivante:

http://echa.europa.eu/chem_data/authorisation_process/candidate_list_table_en.asp

11.17. 2^{ème} EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES PRODUITS DE NETTOYAGE SPRAY POUR LES VITRES

Aucun ingrédient (substance) ne peut excéder 0,01 % du poids du produit final s'il est concerné par une ou plusieurs mentions de danger ou des phrases de risque reprises dans le tableau ci-dessous conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 ou à la Directive 67/548/CEE. Ces critères ne s'appliquent pas aux biocides, qui sont traités séparément ci-dessous:

- EUH029, EUH031, EUH032 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);
- R29, R31, R32 (au contact d'un acide ou de l'eau, dégagent des gaz toxiques);
- H300, H301, H304, H310, H311, H330, H331, H370, H371, H372,

- H373 (toxiques, mortels ou risque d'effets graves pour les organes);
- R23, R24, R25, R26, R27, R28, R65, R39/23, R39/24, R39/25,
- R39/26, R39/27, R39/28, R48/20, R48/21, R48/22, R48/23, R48/24,
- R48/25, R68/20, R68/21, R68/22 (toxiques, très toxiques ou effets irréversibles);
- H317, H334 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- R42, R43 (sensibilisants), à l'exception des enzymes;
- H340, H341 (mutagènes);
- R46, R68 (mutagènes);
- H350, H350i, H351 (cancérigènes);
- R40, R45, R49 (cancérigènes);
- H360D, H360 F, H360 FD, H360 Fd, H360Df, H361f, H361d, H361fd, H362 (toxiques pour la reproduction);
- R60, R61, R62, R63, R64 (toxiques pour la reproduction);
- EUH070 (toxique par contact oculaire);
- R39-41 (toxique par contact oculaire);
- H400, H410, H411, H412 (à l'exception des parfums), H413 (nocif pour les organismes aquatiques);
- R50, R50/53, R51/53, R52/53 (à l'exception des parfums), R53 (nocif pour les organismes aquatiques);
- EUH059 (dangereux pour la couche d'ozone);
- R59 (dangereux pour la couche d'ozone).

Les agents tensioactifs classés H400 ou R50 sont autorisés pour autant que leur concentration dans le produit soit inférieure à 25 %/M, M étant le facteur M fixé conformément au règlement (CE) n° 1272/2008.

11.18. 3ème EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES PRODUITS DE NETTOYAGE SPRAY POUR LES VITRES

Le produit ne doit pas contenir les ingrédients suivants (dans une quantité supérieure à 0,01 % du poids du produit, sauf indication contraire):

- du phosphore;
- des biocides, sauf s'ils sont utilisés comme agents conservateurs;
- des biocides classés H410, R50/53, H411 ou R51/53 conformément à la directive 67/548/CE, à la directive 1999/45/CE ou au règlement (CE) n° 1272/2008, à moins qu'ils ne soient pas potentiellement bioaccumulables. Dans ce contexte, il est considéré qu'un biocide est potentiellement bioaccumulable si le log Pow (coefficient de partition octanol/eau) est supérieur ou égal à 3,0 (sauf si le FBC déterminé expérimentalement est inférieur ou égal à 100).

11.19. 4ème EXIGENCE TECHNIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR LES PRODUITS DE NETTOYAGE SPRAY POUR LES VITRES

Le volume critique de dilution (VCDchronique) du produit ne doit pas dépasser les limites suivantes. Le VCDchronique doit être déterminé selon le système décrit dans l'écolabel européen pertinent (http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/index_en.htm).

Le VCDchronique ne doit pas dépasser 4 800 litres par 100 g de produit.

11.20. PREUVES DE CONFORMITE POUR LES SAVONS POUR LES PRODUITS DE NETTOYAGE SPRAY POUR LES VITRES

11.20.1. La conformité au critère susmentionné au point 11.16 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) et d'une déclaration certifiant qu'aucune des substances ne figure sur la liste des substances candidates fournie.

11.20.2. La conformité au critère susmentionné au point 11.17 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, pour chaque produit proposé, toutes les substances présentes dans une quantité excédant 0,01 % du poids du produit final doivent être énumérées, et accompagnées de leur numéro CAS (le cas échéant) ainsi que de toute éventuelle mention de danger ou phrase de risque qui leur serait attribuée.

11.20.3. La conformité au critère susmentionné au point 11.18 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié : ainsi, le nom et la fonction de tous les biocides doivent être énumérés. Pour tous les biocides classés H410, R50/53, H411 ou R51/53, le log Pow ou le FBC doit être indiqué; de même, la teneur totale en phosphore élémentaire doit être indiquée (par unité fonctionnelle).

11.20.4. La conformité au critère susmentionné au point 11.19 figurant ci-avant est apportée par le soumissionnaire par l'un des moyens suivants :

a) un label :

Soit l'écolabel européen

b) En l'absence de label :

Sera également accepté tout autre moyen de preuve jugé approprié tel un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou rapport doit faire état que chaque produit proposé remplit bien les spécifications énoncées au point 11.4 de la présente annexe.

Par organisme reconnu, on entend des organismes « exerçant des activités d'évaluation de la conformité telles que le calibrage, les essais, la certification et l'inspection, et qui sont accrédités conformément au Règlement (CE) no 765/2008 du Parlement européen et du Conseil ». La Commission accepte également des certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.